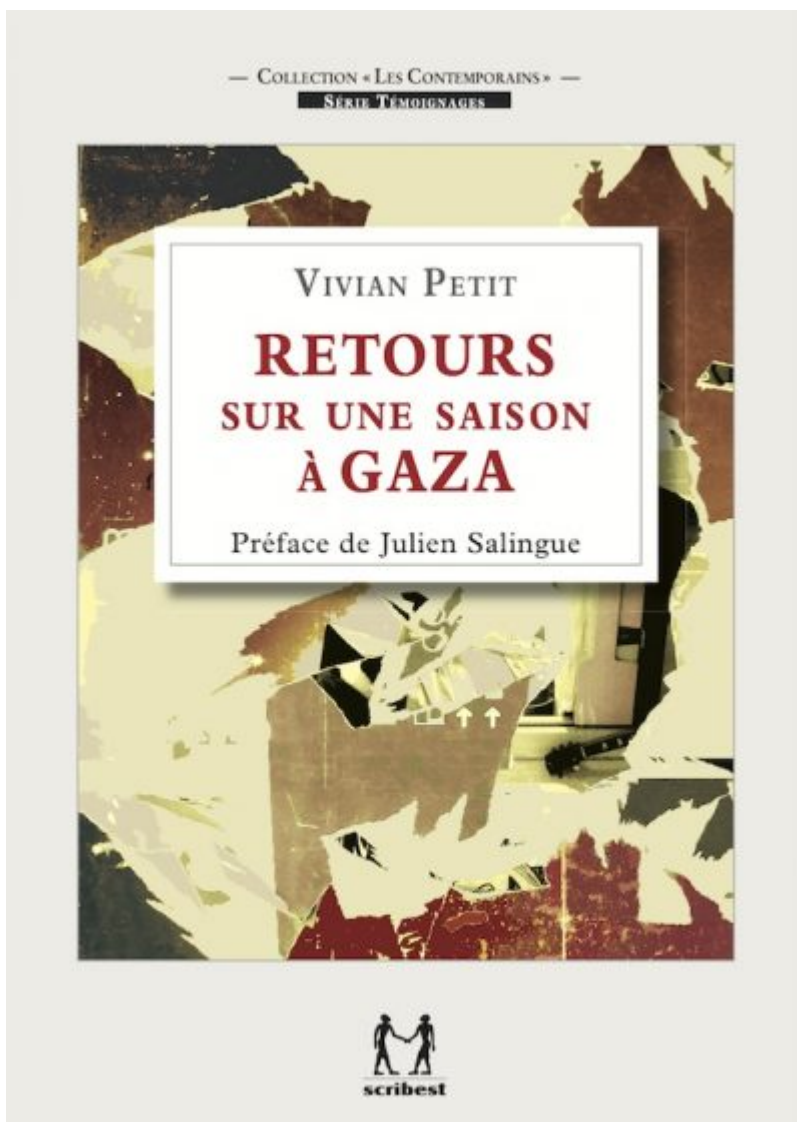




« Retours sur une saison à Gaza »: Interview avec Vivian Petit

Description

Interview de Vivian Petit à l'occasion de la sortie de son livre « [Retours sur une saison à Gaza](#) », par l'Agence Média Palestine, le 9 octobre 2017



Bonjour Vivian. Ton livre est en partie un témoignage des deux mois et demi que tu as passés à Gaza en 2013. Qu'est ce qui t'a motivé à aller séjourner à Gaza?

VP: Bonjour. J'ai écrit dans cet ouvrage qu'il est assez difficile de réduire une motivation, un choix, une attirance, à une seule cause, et cela ne me paraît pas souhaitable. Je peux par contre tenter d'expliquer mon lien à la cause palestinienne. Mes premières réflexions politiques datent de l'adolescence, et concernaient l'antiracisme et l'anticolonialisme. C'est notamment le rap français qui a participé à cet éveil. Aussi, 2006 est l'année de mes premières manifestations, contre le CPE, et c'est aussi l'année où Israël a attaqué le Liban. Ça avait alors semblé logique de manifester contre cette agression, en compagnie d'une partie des personnes rencontrées les mois précédents dans les manifestations lycéennes et étudiantes. Mon premier voyage en Palestine date de 2009, j'étais allé en Cisjordanie et à Jérusalem avec des militants de SUD-Etudiant, dont j'étais membre. J'ai eu envie de retourner en Palestine quelques années plus tard, après avoir travaillé à Londres auprès du Boycott National Committee. En 2013, j'ai donc profité du fait que la frontière entre l'Égypte et Gaza était ouverte suite à la chute de Moubarak pour aller y passer quelques mois.

Tu affirmes qu'en 2014, les soldats israéliens ont parfois eu pour ordre de tuer toute personne non membre de l'armée d'occupation israélienne, peux-tu détailler ?

VP: Ce n'est pas moi qui affirme, mais des soldats qui ont participé à l'opération eux-mêmes. J'invite tous les lecteurs à lire la brochure publiée en 2015 par l'ONG israélienne Breaking the silence, intitulée *This is how we fought in Gaza*. Le récit des événements est clair : après l'invasion terrestre de la Bande de Gaza en 2014, la plus grande partie fut déclarée « zone de combat » par Israël, et la totalité des habitants de cette « zone de combat » s'est vu ordonner de quitter les lieux pour se réfugier dans des écoles ou des centres de l'ONU, eux aussi parfois pris pour cibles. Dans des camps de réfugiés, comme celui d'Al-Bureij, les soldats ciblaient des maisons au hasard, et attendaient l'éventuelle riposte de combattants. Faute de riposte, ils détruisaient les habitations avant de partir, tuant les habitants qui n'avaient pas fui. Les seules restrictions au fait de tirer étaient les distances liées à la présence de soldats israéliens, et étaient fixées dans le seul but d'éviter les « tirs amis ». On peut aussi parler du massacre commis dans la nuit du 19 au 20 juillet à Shuja'iyya, à l'est de la ville de Gaza, où plus de cent palestiniens ont été tués en représailles à la mort de sept soldats israéliens tombés dans une embuscade. Ou du massacre commis les 22 et 23 juillet à Kuza'a, une ville agricole qu'Israël veut transformer en *no man's land* depuis bien avant 2014.

Dans les médias dominants, le dernier massacre israélien à Gaza a été présenté comme un ensemble de « représailles » à des tirs de roquettes du Hamas ?!

VP: A chaque opération à Gaza, les médias occidentaux reprennent quasi systématiquement la chronologie des événements telle qu'elle est présentée par l'armée israélienne. Chaque bombardement ferait suite à tel ou tel jet de roquettes par le Hamas, comme si il agissait à un instant 0, du début de l'histoire. Sous couvert de neutralité, on crée en outre une fausse symétrie, entre les bombardements du colonisateur et les jets de roquettes du colonisé et en oubliant les faits mêmes de l'occupation ou du blocus.

L'un des objectifs de mon ouvrage est de démontrer qu'il n'y a pas la guerre et la paix de l'autre, qu'il n'y a pas des périodes de trêve qui seraient rompues par un « cycle de la violence ». Les bombardements israéliens sur Gaza sont au contraire le prolongement direct du blocus et de la politique menée par Israël à long terme. Par exemple, si le village de Kuza'a a été victime d'un massacre en 2014, ce même village était déjà en 2013 la cible des incursions de jeeps et de chars autant que des menaces des snipers israéliens. Cela rappelait aux habitants de Kuza'a qu'Israël avait de faire de cet endroit situé près des bordures israéliennes un véritable *no man's land*, autant pour des raisons sécuritaires que pour endiguer toute autosuffisance des palestiniens. Un an après le massacre, en 2015, les champs de Kuza'a ont été la cible de jets de pesticides par l'aviation israélienne. Si Kuza'a venait à être de nouveau bombardé, seuls ceux qui ne se seraient jamais intéressés à l'histoire du lieu pourraient faire remonter l'origine de ces bombardements à un jet de roquette intervenu quelques jours ou quelques heures auparavant. Pour comprendre cela, il suffirait de ne pas s'intéresser à la Palestine uniquement lorsque des Israéliens meurent. En Occident, cette conception de l'information n'est cependant pas propre à ce qu'il se passe en Palestine. On peut par exemple remarquer que c'est uniquement lorsque des soldats français tombent dans une embuscade qu'on se rappelle de la présence de notre armée aux quatre coins du monde pour protéger des dictateurs proches des grandes entreprises françaises.

Pendant ton séjour, tu as donné des cours de français à l'université de Gaza, peux-tu nous faire un état des lieux de la situation des étudiants à Gaza et nous parler de ton expérience ?

VP: Il y a cinq universités à Gaza, dont trois principales : l'université islamique, fondée par les Frères musulmans, l'université Al-Azhar, fondée par le Fatah, et l'université Al-Aqsa, dépendant de l'Autorité Palestinienne de Ramallah. Elle compte 25 000 étudiants, dont 22 000 étudiantes, soit 80%. C'est celle où j'ai travaillé. J'étais employé au département de français. J'étais en charge du cours d'expression orale et écrite en première année, et d'ateliers de lecture et de conversation pour les années suivantes. Évidemment, l'enseignement est soumis aux mêmes aléas que partout ailleurs à Gaza, coupures d'électricité qui gênent les cours ou empêchent de travailler chez soi, blocus qui empêche des étudiants ou des professeurs de répondre aux invitations d'autres universités, retard ou annulation dans l'arrivée d'un conférencier (ou dans le retour d'un professeur s'il a réussi à sortir de la bande de Gaza), etc. En outre, l'absence de perspectives entraîne souvent une démotivation chez les étudiants après quelques années d'études. La baisse de motivation en quatrième année au département de français de l'université Al-Aqsa était le sujet du mémoire de Riad Raschwan, un étudiant du département de français. Il a effectué un sondage dans sa promo, et 100% des étudiants lui ont dit qu'ils étaient sûrs de ne pas trouver une fois leur diplôme obtenu.

Tu affirmes que pendant trop longtemps, les mouvements de gauche en France, dans leurs rapports à l'Autorité Palestinienne et au parti travailliste israélien ont été prisonniers de leur soutien à feu le « processus de paix » ? Peux-tu développer ?

VP: Une partie de la gauche française est historiquement proche du parti travailliste israélien et du Fatah, et a applaudi la signature des accords d'Oslo. C'est pourtant le parti travailliste qui a été au pouvoir pendant la plus grande partie de l'histoire d'Israël, a mené les guerres de conquête et mis en place la colonisation. Aussi, plus de vingt ans après la signature des accords d'Oslo, il est évident que l'Autorité Palestinienne n'est pas un embryon d'une indépendance, mais un ensemble d'institutions auxquelles Israël a délégué la gestion de certains territoires. La «coopération sécuritaire» entre l'Autorité Palestinienne et Israël est la principale raison d'être du discours tentant de nous faire croire qu'il y aurait un «processus de paix» pendant que la colonisation accélère, et que l'armée israélienne et la police palestinienne répriment conjointement les Palestiniens qui se révoltent. Il est en outre intéressant d'observer que les montants des subventions versées à l'Autorité Palestinienne ont augmenté à partir de 2001, c'est-à-dire lors de la seconde intifada et de sa répression, au moment où il apparaissait clairement qu'il n'y aurait pas d'Etat palestinien indépendant d'Israël. Soutenir l'Autorité Palestinienne lorsqu'on se dit contre l'occupation et solidaire des Palestiniens me paraît profondément problématique, car plutôt que de considérer qu'il y aurait une occupation à combattre ou une résistance à aider (par exemple en ciblant, comme le propose la campagne BDS, les entreprises israéliennes et toutes les entreprises complices de la colonisation de la Palestine), on vient à penser qu'il y aurait seulement des besoins à combler, une économie à soutenir, un Etat à créer, et *in fine*, seulement des institutions avec lesquelles travailler. Quand bien même ces institutions travaillent contre le peuple palestinien, comme c'est le cas de l'Autorité Palestinienne.

Pour commander « Retours sur une saison à Gaza », aux Editions Scribest:

<http://www.scribest.fr/article-167-retours-sur-une-saison-a-gaza>

date création
2017/10/09